

**Comité exécutif du programme
du Haut Commissaire**

Comité permanent
71^e réunion

Distr. restreinte
21 février 2018
Français
Original: anglais et français

Programmes globaux

Résumé

Le présent document donne un aperçu des derniers développements au niveau des programmes globaux du HCR dans les domaines de la santé publique, de l'éducation, des abris et des zones d'installation, des moyens d'existence, de la gestion environnementale et de l'énergie, ainsi que de l'utilisation des interventions en espèces pour renforcer la protection et l'assistance. Il fait une mise à jour sur les progrès réalisés dans la gestion de l'identité et de l'information, et sur les efforts visant à améliorer la prise de décisions basée sur les données et les preuves.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Chapitre		
I. Introduction	1-2	3
II. Renforcer la qualité technique et les capacités.....	3-8	3
III. Des approches durables d’octroi d’assistance	9-17	5
IV. Améliorer les données pour une prise de décisions axée sur des preuves.....	18-23	7
V. Perspectives d’avenir	24	8

I. Introduction

1. Les programmes globaux du HCR visent à améliorer l'intégrité technique de ses interventions et la qualité des services fournis aux personnes relevant de sa compétence. Mis en œuvre à partir du Siège à l'appui des opérations sur le terrain, ils favorisent l'innovation et des approches harmonisées dans une gamme variée d'activités opérationnelles¹, concernant notamment la santé publique ; le VIH/sida et la santé reproductive ; la nutrition et la sécurité alimentaire ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ; les abris et les zones d'installation ; l'éducation ; les moyens d'existence ; la gestion environnementale et l'énergie. L'enregistrement et la gestion de l'identité et de l'information, ainsi qu'une utilisation appropriée des interventions en espèces, sous-tendent les programmes pertinents et bien ciblés.

2. Les interventions techniques peuvent consister à assurer une réponse vitale ou à permettre des solutions pour les réfugiés et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR en milieu urbain ou dans des camps. Conformément aux objectifs de développement durable et au Cadre d'action global pour les réfugiés, les programmes globaux sont menés en collaboration étroite avec des partenaires. Ils visent à établir un lien entre les programmes humanitaires du HCR et les efforts de développement à plus long terme pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

II. Renforcer la qualité technique et les capacités

3. En 2017, le HCR a continué à favoriser l'accès à des solutions dignes et sûres en matière de zones d'installation et d'abris pour les personnes relevant de sa compétence. Les capacités opérationnelles et de coordination pour les abris ont été renforcées en Angola, en République démocratique du Congo et en Zambie. À la suite d'efforts de recherche et de développement sur des options innovantes en matière d'abris, en vue de mieux satisfaire les besoins, 10 000 unités de logement pour les réfugiés (RHU)² ont été déployées pour faciliter des réponses plus durables en matière d'abris dans huit opérations en Afrique et au Moyen-Orient.

4. Des efforts particuliers ont été déployés pour renforcer la capacité des prestataires locaux, du personnel et des partenaires. Le HCR a formé plus de 3 000 membres de son personnel et du personnel de ses partenaires sur les interventions en espèces. En outre, les activités de renforcement des capacités, en particulier en Algérie, en République du Congo, au Soudan du Sud et en Ouganda, ont permis de veiller à ce que la santé mentale soit intégrée dans les soins de santé primaires pour les réfugiés. Le HCR s'efforce de compléter davantage la réponse en matière de santé dans les opérations par le renforcement des capacités locales sur les psychothérapies extensibles.

5. Les partenariats stratégiques et opérationnels sont indispensables dans tous les domaines pour fournir des services efficaces et alléger la pression sur les pays d'accueil. L'appui du Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été décisif dans les interventions en cours sur le VIH/sida et la santé reproductive. Au Rwanda, le HCR a aidé les autorités dans les initiatives de prévention du VIH et de thérapie

¹ Les interventions sont guidées par des stratégies quinquennales en matière de santé publique, y compris le VIH/sida, la sécurité alimentaire, et la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ; d'éducation ; de zones d'installation et d'abris ; d'énergie et d'environnement ; et de moyens de subsistance.

² Une unité de logement pour les réfugiés est un ensemble préfabriqué et complet d'abris pouvant rapidement être installé pour améliorer les conditions d'accueil, fournir un abri familial ou répondre aux besoins communautaires d'urgence en infrastructure.

antirétrovirale pour les réfugiés burundais. Au Soudan, les services de lutte contre le paludisme ont été renforcés pour combler les défaillances existantes. Le Fonds des Nations Unies pour la population et le HCR ont collaboré pour améliorer l'accès aux services de santé reproductive et de lutte contre le VIH, grâce à l'éducation par les pairs réfugiés à Diffa au Niger. En Ouganda, des organismes ont renforcé les services de santé maternelle et de lutte contre le VIH pour les réfugiés sud-soudanais, en particulier dans la sous-région du Nil occidental, en assurant des services cliniques et de formation pour les personnes ayant survécu aux violences sexuelles et de genre. Le HCR a également revu le système pharmaceutique en vue d'assurer une utilisation rationnelle et efficiente des médicaments et d'améliorer les résultats en matière clinique et de santé publique. Dans le monde, le HCR et ses partenaires ont continué à plaider en faveur de l'utilisation du vaccin oral contre le choléra en vue de prévenir la transmission de la maladie dans les zones d'action humanitaire.

6. Les réductions et les interruptions fréquentes de la ration alimentaire des réfugiés, dues aux difficultés financières, ont constitué un important sujet de préoccupation pour le HCR, surtout au Cameroun, au Tchad et en Éthiopie. Dans l'ensemble, 62 % des sites de réfugiés étudiés remplissaient les normes concernant la malnutrition aiguë globale en 2017, avec une légère amélioration par rapport à 2016. Le niveau de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans n'a été acceptable que dans 25 % de sites, restant le même qu'en 2016. Plus de 50 % des sites ont des niveaux critiques d'anémie chez l'enfant. Le cadre d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant continue d'être appliqué en même temps que les programmes de traitement nutritionnel et de prévention, en particulier dans la situation d'urgence au Bangladesh qui connaît un niveau élevé de malnutrition chez l'enfant et chez l'adulte. De plus, les difficultés financières liées à l'insuffisance de l'assistance humanitaire pourraient amener les réfugiés maliens à avoir recours à des moyens néfastes d'adaptation pour satisfaire leurs besoins essentiels. Le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM)³ travaillent en collaboration étroite pour accorder la priorité à l'assistance aux personnes les plus nécessiteuses et mener des initiatives permettant aux réfugiés d'être autonomes.

7. Pour corriger les graves insuffisances en matière d'éducation pour les réfugiés, le HCR s'est lancé dans un programme visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour plus de 230 000 jeunes réfugiés et membres de communautés d'accueil, ayant démarré au Kenya, au Pakistan, au Rwanda et en Ouganda. Le programme vise à créer des opportunités de formation et d'éducation, y compris l'enseignement supérieur. Sa mise en œuvre sera suivie pour évaluer son impact. Actuellement, environ 6 700 bourses du programme DAFI pour l'enseignement supérieur ont été accordées. Des programmes mixtes d'apprentissage en ligne, offerts par 16 institutions académiques et d'autres partenaires, soutiennent également 6 500 élèves dans 11 pays.

Des réponses d'urgence renforcées

8. Les approches techniques de réponse d'urgence permettent des services plus rapides et plus efficaces. Pour la crise de grande ampleur au Bangladesh, le HCR et ses partenaires gouvernementaux ont adopté une approche innovante d'enregistrement des ménages, en allant d'un abri à l'autre pour collecter, à l'aide d'une application du téléphone intelligent, des données sur les familles de réfugiés vivant dans le camp et la zone d'installation de Kutupalong. En moins de deux mois, plus de 760 000 réfugiés du Myanmar ont été enregistrés et des documents

³ Pour de plus amples informations sur le partenariat avec le PAM, veuillez consulter le document de séance sur les « Partenariats stratégiques, y compris la coordination » (EC/69/SC/CRP.4/Rev.1).

leur ont été établis. Le HCR et ses partenaires ont également déployé de l'expertise technique pour assurer une planification et une gestion saines des sites de réfugiés à très forte densité de population. La cartographie des zones inaccessibles a été facilitée par des drones, et les données collectées ont éclairé les choix sur l'aménagement des infrastructures vitales et des zones d'installation. Des services WASH ont rapidement été fournis pendant la phase d'urgence, même si de graves lacunes demeurent quant à la qualité de l'eau et à la capacité de stockage des ménages. Un paquet minimum standard de services de santé a contribué à l'harmonisation des services dans plus de 120 centres de santé au cours des premières semaines de la situation d'urgence.

III. Des approches durables d'octroi d'assistance

9. Les programmes globaux du HCR visent de plus en plus à rendre les interventions durables, techniquement viables et rentables. Les projets pilotes de valorisation des déchets en Éthiopie et au Kenya ont, non seulement réduit les coûts des services d'assainissement, mais également doublé la durée de vie des infrastructures et généré des produits dérivés utiles comme le combustible de cuisson. En outre, le HCR suit le coût de l'approvisionnement en eau grâce à un outil spécifique d'évaluation du coût de l'eau.

10. Une utilisation élargie de l'énergie solaire pour le pompage de l'eau a permis de réduire les coûts des services WASH à long terme au Tchad, en Mauritanie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan. Dans le camp de Za'atri en Jordanie, une centrale solaire fournit de l'électricité à 80 000 personnes, ce qui permet chaque année de réduire de 14 000 tonnes les émissions de dioxyde de carbone et de réaliser des économies de 5,5 millions de dollars E.-U. À Dollo Ado en Éthiopie, des coopératives pour l'énergie ont été créées avec les réfugiés et les communautés d'accueil pour permettre à de petites entreprises de vendre de l'énergie renouvelable à des entrepreneurs privés. Au Cameroun, le HCR entretient un partenariat avec une entreprise sociale qui utilise un cocon d'arrosage innovant pour permettre aux arbres de survivre et de prospérer dans des conditions difficiles, et contribue de ce fait à la réussite des programmes de reboisement et de régénération des forêts. De nouveaux partenariats ont été créés pour favoriser l'accès à l'énergie et au combustible sur le terrain et faciliter le transfert des connaissances. Il convient en particulier de noter les efforts conjoints déployés avec Philips pour mieux tenir compte du volet protection dans les initiatives d'éclairage.

11. Au Niger et en Ouganda, le HCR établit un lien entre la réponse humanitaire et la reprise et le développement, par une transition de l'abri d'urgence à un abri semi-permanent et durable. Cette initiative cadre avec les objectifs fixés dans les plans nationaux de développement. Le HCR, les autorités publiques et d'autres partenaires se sont également efforcés d'assurer des services durables de soins de santé de qualité pour les réfugiés et les communautés d'accueil. En 2017, il a aidé huit pays à intégrer les réfugiés dans leur structure nationale de soins de santé par des systèmes communautaires d'assurance-maladie⁴. Il collabore également avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination en vue de faciliter et de soutenir l'inclusion des réfugiés dans les programmes nationaux de vaccination des pays d'accueil.

12. En 2017, la collaboration entre le Partenariat mondial pour l'éducation et le HCR s'est renforcée afin de soutenir l'inclusion des réfugiés dans les plans nationaux pluriannuels pour l'éducation. Le HCR participe aux activités organisées par le Partenariat mondial pour l'éducation, en particulier aux groupes locaux pour

⁴ Ces efforts ont été entrepris au Bénin, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Guinée, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo.

l'éducation dans les pays ayant un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes⁵. Au cours de l'année précédente, le Gouvernement turc a publié une feuille de route qui favorise l'inclusion progressive d'élèves réfugiés dans le système éducatif national. Environ 400 000 enfants réfugiés afghans et irakiens, dont 46 000 étaient sans pièces, ont été inscrits dans des établissements scolaires en Iran (République islamique d').

13. Les gouvernements des pays d'accueil, les acteurs du développement, le secteur privé et le HCR ont réalisé d'importants progrès dans la promotion de l'autonomie des réfugiés, conformément à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. À Djibouti, les réfugiés ont été autorisés à travailler et à avoir accès à tous les services au même titre que les nationaux.

14. Le HCR et ses partenaires ont travaillé pour traduire les jalons politiques en actes d'inclusion économique des réfugiés. S'inspirant des résultats des projets pilotes de l'approche graduelle du HCR⁶ depuis 2014, un projet pluriannuel est en cours d'exécution en Ouganda pour soutenir les réfugiés extrêmement pauvres et les membres des communautés d'accueil. Afin de faciliter l'accès d'artisans réfugiés aux marchés mondiaux, le HCR a présenté en février 2018 des lignes de produits créés par des réfugiés dans 12 pays à des acheteurs lors de la foire internationale des biens de consommation de Francfort en Allemagne⁷.

15. Le HCR a continué à collaborer avec l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, la fondation Grameen-Crédit Agricole, le Fonds d'équipement des Nations Unies et Financial Sector Deepening Africa (FSDA) pour donner aux réfugiés et aux communautés d'accueil l'accès aux services financiers par un mécanisme de garantie et des prêts. La recherche sur les envois de fonds à la famille, l'évaluation du marché pour l'inclusion financière des réfugiés et l'assistance technique aux prestataires de services financiers ont été élargies. En Zambie, les réfugiés ont été autorisés à avoir accès aux comptes bancaires et au porte-monnaie mobile. Au Rwanda, les prestataires de services financiers ont été invités à faire des propositions innovantes dans les domaines du micro-crédit, de l'épargne et des paiements pour satisfaire les besoins financiers des réfugiés. À cet effet, FSDA fournira des subventions pour tester les produits.

16. Le HCR entend user des interventions en espèces pour davantage favoriser l'inclusion financière des réfugiés et renforcer leur résilience. En 2017, il a déboursé 500 millions de dollars E.-U. en espèces, pour atteindre environ 8 millions de personnes relevant de sa compétence dans plus de 94 opérations. Par rapport à 2016, le volume a diminué, à cause surtout de la réduction des subventions pour le retour en Afghanistan. Toutefois, un plus grand nombre d'opérations, notamment en Grèce, au Rwanda et en Somalie, ont introduit ou élargi l'utilisation des espèces. Actuellement, 31 opérations se préparent à la fourniture des services financiers et le HCR a doublé le nombre d'experts en interventions en espèces dans les opérations-pays.

⁵ Les pays dans lesquels la collaboration s'est instaurée et s'est poursuivie depuis 2016 comprennent le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Libéria, le Mali, le Soudan du Sud et la République-Unie de Tanzanie. En 2017, la collaboration s'est élargie à l'Afghanistan, à l'Angola, au Bangladesh, au Cameroun, à Djibouti, à l'Égypte, au Kenya, à la Mauritanie, au Myanmar, au Niger, au Pakistan, à la République du Congo, au Sénégal, au Soudan du Sud, à l'Ouganda et à la Zambie.

⁶ Initiée par BRAC, l'approche graduelle permet aux familles réfugiées et locales de sortir progressivement de l'extrême pauvreté et d'avoir accès aux possibilités de moyens d'existence durables.

⁷ MADE51 est une initiative lancée par le HCR et un réseau mondial d'entreprises sociales pour permettre aux artisans réfugiés d'améliorer leurs compétences et leur résilience et d'avoir accès aux possibilités économiques, en les mettant en relation avec les marchés mondiaux. Pour de plus amples informations, voir <http://made51.org/>.

17. Afin de maximiser l'efficacité, le HCR a également encouragé des mécanismes communs de transfert d'argent. Les conclusions d'une étude menée par Cash Learning Partnership (CaLP) ont montré que la facilité commune pour les interventions en espèces⁸ constitue en Jordanie une approche sûre et efficace de transfert d'argent, qui est extensible et rend les paiements plus prévisibles. La facilité commune pour les interventions en espèces est actuellement une pratique standard au HCR. Elle constitue une partie importante de l'additif au mémorandum d'entente de 2011 entre le HCR et le PAM. En 2017, l'Organisation a continué à étudier l'utilisation des espèces pour améliorer les résultats en matière de protection, de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement et d'hygiène ainsi que des besoins essentiels. Conformément à sa stratégie visant à institutionnaliser les interventions en espèces, le HCR a intégré les espèces dans les orientations, les outils et les processus existants et mis au point d'autres outils y relatifs⁹.

IV. Améliorer les données pour une prise des décisions axée sur des preuves

18. Le HCR a continué à améliorer sa capacité de rendre disponibles des données et des analyses de qualité sur les populations déplacées, les apatrides et les communautés d'accueil, notamment leur situation en matière de protection et leurs conditions de vie, afin d'éclairer les réponses humanitaire et de développement au déplacement forcé.

19. L'accès à des informations exactes et à jour sur les personnes relevant de la compétence du HCR est indispensable à la mise en œuvre d'une assistance humanitaire efficace et ciblée. Vers fin 2017, le HCR a déployé *proGres in partnership* (« *proGres v4* »), sa base de données en ligne sur la prise en charge, dans 37 pays pour aider ses partenaires et les gouvernements des pays d'accueil à mieux standardiser l'enregistrement et les pratiques de prise en charge. Il convient en particulier de noter que *proGres in partnership* est actuellement utilisé dans toutes les opérations en Europe orientale. Au total, plus de 4,2 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile ont été enregistrés dans 47 pays, grâce au système biométrique de gestion de l'identité du HCR (BIMS) ou IrisGuard. Les opérations de vérification ont par ailleurs confirmé les chiffres de population de réfugiés et les données d'enregistrement dans 17 opérations.

20. En 2018, le HCR déploiera un système plus pragmatique et centralisé d'enregistrement et de gestion de l'identité. Ce nouvel écosystème d'enregistrement de population et de gestion de l'identité (PRIMES) est une plateforme qui réunit un certain nombre de systèmes biométriques et de prise en charge comme *proGres* et BIMS. Il accroît leur fonctionnalité grâce à un outil rapide d'enregistrement et à Dataport¹⁰. L'écosystème PRIMES vise à être interopérable avec d'autres systèmes, comme ceux des partenaires des Nations Unies et des gouvernements des pays d'accueil.

⁸ Une facilité commune pour les interventions en espèces est une plateforme utilisée par les acteurs humanitaires pour fournir de l'assistance en espèces grâce à un mécanisme unique.

⁹ Un certain nombre de ces outils ont été conçus. Par exemple, l'outil d'évaluation du mécanisme de fourniture de l'assistance en espèces du HCR (CDMAT) permet aux acteurs humanitaires d'évaluer l'adéquation des mécanismes de fourniture de l'assistance en espèces. Les outils d'analyse de la réponse et de la faisabilité de l'assistance en espèces comprennent les nouveaux outils et les connaissances sur l'analyse de la réponse et l'évaluation de la faisabilité de l'assistance en espèces. L'outil et guide d'évaluation multisectorielle du marché du HCR fournit des orientations sur l'évaluation et le contrôle du marché.

¹⁰ Dataport est le répertoire des statistiques et des données générées par diverses applications et éléments de PRIMES.

21. En 2017, le HCR a harmonisé ses activités en matière de données et amélioré les systèmes interopérables pour la gestion de l'information. Ses portails de données opérationnels couvrent actuellement 17 situations dans 83 pays. Le portail important qui s'est ajouté est celui concernant les opérations au Bangladesh, qui complète les données et les analyses fournies par l'Organisation internationale pour les migrations et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. En outre, un cadre de collaboration pour le partage des données et leur utilisation commune est en train d'être mis au point avec les partenaires du HCR en matière de protection. Au cours du dernier trimestre de 2017, un total de 71 membres du personnel du HCR et des partenaires ont été formés aux principes et pratiques de gestion des données et de l'information, notamment sous l'angle de la protection.

22. Conscient de la nécessité d'une plus grande complémentarité entre les approches humanitaires et les approches de développement en matière de gestion des données, le HCR et la Banque mondiale envisagent de créer en 2018 un centre commun de données¹¹. Ce centre s'inspirera des efforts et des capacités existants de collecte, d'analyse et de diffusion des micro-données primaires pour diverses parties prenantes, et du travail du Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et déplacés internes (EGRIS), pour renforcer les systèmes nationaux et mondiaux de collecte de données¹². De meilleurs systèmes statistiques sur les populations déplacées rendront les processus de suivi et d'évaluation plus efficaces et plus responsables et faciliteront l'établissement des rapports relatifs aux objectifs de développement durable et au Pacte mondial sur les réfugiés. La Commission de statistique de l'ONU devrait adopter en mars 2018 des projets de recommandation relatifs aux statistiques sur les réfugiés.

23. Le HCR continue par ailleurs d'améliorer ses systèmes d'information relatifs à la santé publique, ainsi qu'à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, pour veiller à ce qu'ils soient extensibles, électroniquement intégrés et capables de fournir des informations en temps réel. Le système mis à niveau d'information sur la santé publique¹³, qui permet aux utilisateurs de collecter des données hors ligne, a été piloté au Rwanda, au Soudan du Sud, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie avec de bons résultats.

V. Perspectives d'avenir

24. En 2017, le HCR a cherché à utiliser davantage les nouvelles technologies et les partenariats stratégiques pour renforcer l'intégrité technique de ses interventions et les adapter d'une manière rentable sur le court, le moyen et le long terme. Il continuera à s'appuyer sur de nouveaux partenariats dans les domaines techniques et du développement afin de mieux soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil. En vue d'une plus grande appropriation des données par les personnes relevant de sa compétence, il est engagé à mettre en œuvre une nouvelle stratégie sur l'identité numérique. Il cherche à renforcer ses programmes axés sur des preuves et à améliorer la redevabilité ainsi que sa capacité de suivre les résultats de ses interventions et d'en dresser des rapports.

¹¹ La collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale a été renforcée par un nombre croissant d'activités conjointes comme les projets de recherche, les ateliers thématiques et les échanges de personnels techniques. Pour de plus amples informations sur le partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, consulter le document de séance sur les « Partenariats stratégiques, y compris la coordination » (EC/69/SC/CRP.4/Rev.1).

¹² Le HCR est membre du Comité directeur d'EGRIS au sein de la Commission de statistique de l'ONU, avec Eurostat, la Division de la statistique de l'ONU et Statistics Norway, qui ont été mandatés pour mettre au point les normes sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux déplacés internes.

¹³ Pour information, voir <http://twine.unhcr.org/>.